

Marcel Bigeard n'a pas sa place aux Invalides¹

Le Monde du 26 novembre 2011

Jeudi 17 novembre, on apprenait cette nouvelle, confirmée par le ministère de la défense : sur proposition de Gérard Longuet, les cendres du général Marcel Bigeard devraient être transférées à l'hôtel des Invalides. Pour l'opinion publique, la chose a valeur d'anecdote. Pour nombre d'anciens combattants, pour les historiens, pour des militants d'un camp ou d'un autre, en revanche, cette initiative donne à réfléchir.

Si les mérites militaires du général Bigeard ne sont pas contestables pendant la seconde guerre mondiale ou à Dien Bien Phu, le flou qui entoure sa participation à des actes de torture pendant la guerre d'Algérie, ses prises de position politiques, ses dérobades, sont sujettes à caution. Le moins que l'on puisse dire est qu'en tant que personnalité française du XXe siècle, à la fois soldat, secrétaire d'Etat à la défense et député, Marcel Bigeard est loin de faire l'unanimité. Sans compter que ses dernières volontés étaient de voir ses cendres dispersées au-dessus de Dien Bien Phu. Le gouvernement vietnamien ayant opposé une fin de non-recevoir, il semble que le gouvernement et Nicolas Sarkozy aient saisi l'occasion.

Non : les cendres de l'un des généraux les plus gradés et les plus controversés de notre histoire ne doivent pas être transférées aux Invalides. L'onction du lieu, par excellence lieu de mémoire, reviendrait à justifier au nom de la nation les attermolements du général Bigeard. A légitimer, ou à pardonner au nom du peuple, la torture en Algérie - l'eût-il pratiquée : ce n'est pas le problème. L'histoire n'est pas la justice, et la présomption d'innocence, ici, ne s'applique pas.

Confier à la mémoire collective un homme et les soupçons qui pèsent sur lui, qu'importent les détails ou les accidents de parcours, c'est l'absoudre. Mieux, c'est en faire un héros, un exemple. Le gouvernement, le président de la République, prennent une terrible responsabilité : celle de préférer le silence à la vérité, de nous dire comme un évangile que tous les moyens sont bons. La torture ? Peut-être. Comme disait publiquement le général Bigeard : " *bien sûr* " qu'elle existait. " *Bien sûr* " ? La manoeuvre politique illustre cette idéologie de la fin qui justifie tout, puisque par ailleurs - pour quelques voix de plus, d'extrême droite, de nostalgiques de l'empire français - la droite vient de vendre les Invalides. Et son âme.

Depuis 2007, Nicolas Sarkozy nous a habitués à une politique symbolique en rafale. Pour se rehausser, pour gagner en stature : convoquer de grands noms de l'histoire. Mais pas n'importe lesquels. De la même manière qu'il invitait dans ses discours des figures de gauche, il n'hésite plus à faire le ban et l'arrière-ban des personnalités de droite - aussi extrêmes ou douteuses soient-elles. Les idées ne suffisent plus, il faut prendre à Marine Le Pen les totems et les noms. La manoeuvre est dangereuse, elle manipule l'histoire, mais elle donne aussi un espace considérable à des idées et à des

¹ *Grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance, général de corps d'armée, ancien secrétaire d'Etat à la défense et ancien député, Marcel Bigeard est mort le 18 juin 2010.*

luttres nauséabondes. Les menées des partisans d'une reconnaissance de l'Organisation armée secrète (OAS) continuent.

Ainsi, récemment, le Conseil d'Etat a-t-il interdit l'érection d'une stèle commémorant les criminels de l'OAS, dans un cimetière à Marignane, par une association de nostalgiques de l'Algérie française. Au titre de "*l'apologie de faits criminels*". Parce que les morts parlent. Et que ceux que laisse s'exprimer le gouvernement, il faut souhaiter qu'ils se taisent - à jamais.

Ian Brossat (*Président du groupe PCF-PG au Conseil de Paris*) et **Catherine Vieu-Charier** (*Adjointe (PCF) au maire de Paris chargé de la mémoire et du monde combattant*)